

Burundi : les étudiants des Universités publiques suspendent leur grève

@rib News, 07/05/2014 â€“ Source Xinhua Les Étudiants de l'Université du Burundi et de l'Ecole Normale Supérieure ont décidé mardi de suspendre leur mouvement de grève. "Nous proclamons que le mouvement de réclamations est suspendu dès ce 6 mai 2014", a déclaré au cours d'un point de presse Omer Nahimana, un des dirigeants des Étudiants. Toutefois, les Étudiants ont revendiqué certaines conditions d'un bon retour aux auditoires. [Photo : Le campus universitaire de Kiriri à Bujumbura]

À Parmi ces revendications figurent l'annulation du décret présidentiel concernant la bourse, le versement de leur bourse des mois d'avril et de mai 2014 et la mise en application des recommandations faites lors d'une récente rencontre avec le corps professionnel des deux universités. "Faute de cela, nous pouvons retourner en grève", a averti Omer Nahimana. Les Étudiants des universités publiques se sont mis en grève après la publication d'un décret présidentiel en janvier dernier, qui impose de nouvelles conditions en ce qui concerne les modalités d'accès à la bourse. La décision des Étudiants de suspendre la grève a été bien accueillie par les partenaires de l'éducation en général, les parents en particulier. Les autorités ont demandé aux Étudiants, à plusieurs reprises, d'arrêter la grève. Jeudi dernier, le chef de l'État burundais Pierre Nkurunziza a profité de la célébration de la Fête internationale du travail pour inviter les Étudiants à regagner les auditoires. "Nous profitons de cette fête pour faire un clin d'œil aux Étudiants en grève. Nous leur sollicitons de faire un pas en avant, de regagner les auditoires pour que nous puissions débattre de toutes les questions encore en suspens tout en étant dans les campus en train d'étudier", a-t-il déclaré. Le ministre burundais de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique a lancé un appel dans le même sens, déclarant que le dialogue reste pendant pour le reste des questions qui pourraient nécessiter des échanges avec le gouvernement.